par le secteur public, parfois entièrement financée par l'entreprise. Il arrive que le gouvernement fédéral rembourse, en vertu d'ententes de partage des coûts, les sociétés qui gèrent des programmes de formation en cours d'emploi.

D'autre part, les programmes d'apprentissage combinent la formation en cours d'emploi et l'enseignement en classe. Aux termes de son contrat avec l'employeur, un particulier acquiert ainsi un métier spécialisé et, au bout de quelque temps, devient ouvrier. Les apprentis s'inscrivent auprès d'un ministère provincial du travail ou de la main-d'œuvre qui établit les normes de compétence pour les ouvriers, ou bien concluent une entente avec leur employeur. En collaboration avec les provinces, le gouvernement fédéral a institué des examens interprovinciaux normalisés dans l'intention de promouvoir la mobilité de la main-d'œuvre. Ceux qui réussissent aux examens dans certains métiers susceptibles d'apprentissage peuvent travailler dans n'importe quelle province.

La loi fédérale sur la réadaptation professionnelle des invalides vise à faciliter l'enseignement des métiers aux handicapés. Le gouvernement fédéral rembourse aux provinces 50 p. 100 du coût des programmes qui permettent aux invalides d'en arriver à subvenir, en tout ou partie, à leurs besoins propres. Les provinces dispensent cet enseignement directement dans leurs collèges communautaires ou leurs écoles de métiers, ou bien elles l'achètent au secteur privé ou à des organismes bénévoles.

L'éducation permanente

L'éducation des adultes, dite encore éducation permanente, s'adresse à ceux qui sont en dehors du système scolaire ordinaire. Les adultes qui ne fréquentent pas l'école peuvent acquérir des crédits à différents niveaux ou poursuivre leurs intérêts personnels.

L'éducation permanente est assurée par les conseils scolaires locaux, les ministères provinciaux de l'éducation, les collèges communautaires et les universités. Il y a également des programmes offerts par des organismes

bénévoles, des Eglises, des syndicats, des associations professionnelles, des ministères, des entreprises et des industries.

L'éducation des adultes n'est pas l'apanage des établissements constitués. Outre les cours par correspondance et les écoles du soir, connus depuis longtemps, des bibliothèques itinérantes et des institutions culturelles (musées, galeries d'art, stations de radio et de télévision, presse) offrent des cours.

Il existe un large éventail de programmes d'éducation des adultes.

Les études à temps partiel, notamment, permettent aux élèves d'améliorer leurs compétences en suivant des cours qui mènent à un diplôme collégial ou à un grade universitaire. D'autres programmes, sans crédits, visent l'enrichissement personnel ou l'occupation des loisirs. Il peut s'agir de passe-temps, d'arts appliqués ou de beaux-arts, de récréation, d'éducation sociale, pour ne citer que quelques domaines. Il y a aussi des cours de perfectionnement et de mise à jour des connaissances.

Au cours des dix dernières années, c'est le secteur de l'éducation des adultes qui a connu la croissance la plus rapide. Au total, en 1977-1978, plus de 1,8 million de personnes suivaient des cours à temps partiel dans les établissements d'enseignement, sans compter les programmes offerts par des organismes bénévoles, des Eglises, des syndicats, etc. C'est dire que, par rapport à la population des personnes de 15 ans et plus ne fréquentant pas l'école, 118 adultes sur 1 000 suivaient des cours dans des établissements d'enseignement en 1977-1978 (89 pour 1 000 en 1972-1973).

En 1977-1978, 500 000 élèves étaient inscrits à temps partiel à des cours sans crédits dans des collèges communautaires et des écoles de métier, soit une augmentation de 200 p. 100 en quatre ans (par comparaison avec une hausse de 40 p. 100 pour les cours assortis de crédits). La même année, 600 000 étudiants suivaient des cours à l'université à temps partiel dans le cadre de programmes assortis ou non de crédits. Ce chiffre dépassait de 200 000 le nombre des étudiants à plein temps.